

L'employabilité des détenteurs de la licence au Mali : Les experts se penchent sur la problématique

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 20 AVRIL 2022

1082

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Transition

Où sont les "goulots d'étranglement" ?



**9^{ème} session du conseil de surveillance du
Prodevalait : Promouvoir le lait made in Mali !**



**Douanes Maliennes : Importantes saisies
de produits prohibés**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

19 Mars
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

516

Nouveaux cas confirmés

09

Nouveaux guéris

03

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

01 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
01 cas graves en soins intensifs
95 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 678

Guéris

29 766

Décès

730

dont 98 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.20



P.26



/ Une /



Transition : Où sont les "goulots d'étranglement" ?

P.5

/ Brèves /



Cardinal Jean Zerbo, Archevêque de Bamako : « Il nous faut continuer à négocier avec la CEDEAO pour qu'on lève les sanctions »

P.12

Ramadan 2022 au Mali : Le sucre des beaux parents, une épée Damoclès pendant ce mois

P.12

Embouteillage sur l'axe Niamana – Yirimadio : Un casse-tête pour les usagers

P.13

Mali : La production de la mine d'or Fekola a baissé au premier trimestre

P.13

Douane malienne : Saisie de drogue, d'or et d'explosifs par la Direction des Enquêtes

P.14

Don du groupe des bénévoles de la charité de la Minusma aux déplacés des sites de Faladié et de Sénou

P.14

/ Actualité /



L'employabilité des détenteurs de la licence au Mali : Les experts se penchent sur la problématique

P.16

9eme session du conseil de surveillance du prodevalait : Promouvoir le lait made in Mali !

P.18

Douanes Maliennes : Importantes saisies de produits prohibés

P.19

Sortie de la 14ème Promotion des Futurs Commandants d'Unités : Fin de mission de l'EUTM ?

P.20

BOA : De bonnes performances en 2021

P.21

CANAM : De nombreux progrès réalisés en 2021

P.22

/ Politique /



Comité de pilotage de EMK : Envisage-t-on de débarquer le coordinateur Cheik Oumar Sissoko ?

P.24

Gouvernement de Transition au Mali : Le Mali Koura annoncé est-il mort de sa belle mort ?

P.25

Le M5-RFP de l'espoir à la désillusion : La lutte unit mais le pouvoir divise

P.26

/ Culture & société /



Pâques 2022 : Les fidèles chrétiens prient pour la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale au Mali

P.27

/ International /



Forum Mondial de l'Eau « Dakar 2022 » : Les recommandations restituées

P.28

Après une visite dans les gares suite à la hausse du prix du super à la pompe : Diaby Ibrahim invite les transporteurs à ne procéder à aucune augmentation

P.29

/ Sport /



Élection à la FIF : Drogba veut moderniser l'écosystème du football pour le bien-être des acteurs

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Transition

Où sont les "goulots d'étranglement" ?

Dans la conduite de tout grand Chantier, notamment en matière de "gestion de réformes et de Changements", il est toujours nécessaire, voire indispensable, de procéder à une ou des évaluations à mi-parcours.

Cela permet d'identifier, dans le processus, les écueils et les "goulots d'étranglement", qui empêchent l'atteinte des objectifs fixés, afin d'y remédier en temps utiles.

Un regard rétrospectif du déroulement de la Transition fait ressortir quelques constats.

1. Le premier constat est que le pays arrive à assurer le paiement régulier des salaires des fonctionnaires et le fonctionnement normal de l'État en dépit des sanctions économiques et financières imposées. Cela nécessite évidemment de "l'ingénierie financière" c'est à dire la réponse à la question : comment trouver les ressources nécessaires et les combiner pour une "allocation optimale des ressources" entre les emplois classés par priorité ? La guerre coûte excessivement cher. Cela est indéniablement des performances qu'il faut saluer.

2. Au plan diplomatique, de la coopération et

des relations internationales, le constat est que notre pays brille sur la scène internationale, au gré des événements et de la plus belle manière : l'information, la sensibilisation des opinions, l'écoute, l'attention et le respect.

3. Le troisième constat est sans aucun doute les gros efforts enregistrés sur le plan militaire

et sécuritaire. Les efforts sont financiers et humains. C'est bien beau de contempler les livraisons d'armements, mais combien ils ont coûté en investissements et combien vont-ils coûter en frais de fonctionnement ? L'effort humain va jusqu'au "don de soi ».

4. Le quatrième constat est la préservation des deniers publics par l'intensification de la "lutte contre la corruption et la délinquance financière". Elle a pris une certaine allure que l'on pourrait apprécier différemment, mais certainement ascendante. Il n'y a plus de domaines réservés, il n'y a plus de personnes intouchables.

5. Le cinquième constat est qu'on observe une certaine "stagnation" dans l'avancement du "chantier découpage territorial", avec son corollaire les délimitations des nouvelles ré-





gions, les circonscriptions électorales, l'identification des populations, le registre d'état civil (les pièces d'état civil), le fichier électoral, l'Organe unique de gestion des élections, toutes choses sans lesquelles, il serait très difficile de parler d'élections.

Une des faiblesses de notre pays, c'est la lenteur dans la réalisation des chantiers, l'immobilisme et le non-respect des délais fixés. Rarement les projets sont menés à terme dans les délais impartis. L'identifiant unique NINA et le nouveau découpage sont des chantiers légués par les régimes antérieurs. Mais on les traîne toujours comme des boulets aux pieds. Or le coût est fonction du temps. Plus un chantier dur, de nouveaux aléas apparaissent, généralement sources de complications et d'augmentation de coûts.

En tout état de cause, on a commencé, ou on renonce, on fait donc marche arrière, ou on termine. On ne peut rester coincé dans l'ascenseur, il faut en sortir.

L'opérationnalisation des 10 nouvelles capitales régionales est excessivement coûteuse, surtout en temps de guerre. Elle nécessite des investissements lourds de départ en locaux, bureaux, véhicules, matériels et équipements. Il faut un Gouverneur et son staff, des logements, des avantages. Aussi toutes les Directions régionales des Ministères doivent être créées. Enfin les nouveaux Cercles vont nécessiter des investissements et du personnel avec des avantages. Au final l'opérationnalisation des nouvelles régions va nécessiter des dizaines de milliards en investissements et un accroissement du budget de fonctionnement

de l'État à hauteur des dizaines de milliards également.

Alors une approche progressive serait beaucoup supportable pour les finances publiques. Ensuite le découpage soulève, entre autres problèmes, des "questions de terroir". Des localités qui ne voudraient pas être rattachées à une nouvelle région. Ces écueils peuvent être levés en mettant en avant les avantages du nouveau découpage, à savoir le rapprochement de "l'administration aux administrés". Par exemple, réduire les distances, les coûts et les temps de déplacement entre les localités et leurs capitales régionales.

Les questions d'état civil ne peuvent pas être traitées progressivement. Il convient de garder les anciennes pièces en attendant la "normalisation" des relations avec la CEDEAO, cela en vertu du "Principe de Précaution" "Un chat échaudé craint l'eau froide" doit-on. Nous sommes sous des sanctions, soit en l'absence de textes, soit en violation des textes, des statuts de la BCEAO.

Tous ces efforts mis côte à côte et dans la dynamique du recouvrement du territoire, engagée par les FAMA, le "retour à l'ordre constitutionnel normal" pourrait être envisagé dans un délai maximum de deux ans.

Ensemble, unis la main dans la main, le défi est certes colossal, mais pas impossible à relever pour un peuple décidé à se prendre en charges.

Siné DIARRA Expert-comptable Essayiste.



■ Ammy Baba Cisse



Le compte ML016 01201 02600 1398152-72 « Soutien à la transition » à la date du 18 avril 2022, affiche un solde de 102 511 763 FCFA

J'ai reçu en audience une délégation des femmes du CNT, conduite par l'Honorable Nana Aicha CISSÉ

Ensemble, nous avons échangé autour de leurs activités dans le cadre de la thématique du 8 mars. Les honorables conseillères du CNT comptent faire une activité en faveur des malades de l'hôpital psychiatrique du point G. J'ai partagé avec elles notre approche plus globale incluant les déficients mentaux qui essaient nos rues dans des conditions d'insécurité et de manque d'hygiène. Nos échanges ont permis de mieux conjuguer nos efforts.

Une Synergie d'actions en leur faveur est en cours d'élaboration

#Chacun compte où qu'il soit, qui qu'il soit !

Imam Oumarou Diarra



■ Casimir Sangala



Tout le monde s'improvise spécialiste et influenceur d'opinion, même ceux-là qui ignorent la date de notre indépendance.

Lutte contre la corruption: l'Angola recouvre 5 500 milliards fcfa sur les hiérarques du MPLA et la famille Santos en 2 ans.

Question récurrente: stratégie & plan de com', quelle chronologie ? Le premier est le doc cadre, le second est sa mise en œuvre.

Gossi : dans le cadre de la réarticulation de Barkhane hors de nos frontières, la base de Gossi a été transférée ce jour aux FAMA.

■ Paul Diarra



L'armée française a annoncé remis, ce mardi 19 avril, la base de Gossi aux forces armées maliennes (FAMA), dans le nord du Mali après celles de Tessalit, Kidal et Tombouctou .

« Le transfert de la base avancée de Gossi est effectif depuis la fin de matinée. Il a été progressif, maîtrisé et conduit en liaison avec les FAMA », indique l'état-major français des armées dans un communiqué.

Cette base, opérationnelle depuis septembre 2018, accueillait 300 soldats français, selon la force française. Le déménagement a représenté quelque 400 containers. Ce transfert sera suivi dans les prochains mois par le transfert des emprises de Ménaka et de Gao.



■ Ministère de L'Emploi et de la Formation Professionnelle du Mali



PROBLÉMATIQUE DE L'EMPLOI : DES RÉFLEXIONS SUR L'EMPLOYABILITE DES DÉTENTEURS DU DIPLÔME DE LA LICENCE
La Salle de réunion de la DGESRS a servi de cadre au séminaire de Réflexions sur l'employabilité des détenteurs du diplôme de la licence, ce mardi 19 avril 2022. Le Ministre Bakary DOUMBIA a participé à la cérémonie d'ouverture avec ses collègues en charge de l'Education nationale (MEN) et de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) en présence des cadres de ces différents départements.

Au cours de la cérémonie, le Ministre Doumbia a remis le rapport d'étude réalisé en 2020 par l'ONEF à son Collègue Amadou KEITA. Ce rapport révèle que le taux combiné du sous-emploi et du chômage de la population active ayant le niveau d'instruction supérieur était estimé à 32,1%.

« L'Etat et ses partenaires dépensent des dizaines de milliards dans l'éducation et la formation des jeunes afin que ceux-ci puissent jouer un rôle prépondérant dans le processus de production et de création de richesse dans le pays. Si aucune action concrète n'est entreprise,

ces investissements en capital humain resteront vains et le risque d'insécurité sera de plus en plus élevé » a indiqué le Ministre Bakary DOUMBIA. Selon lui, ce séminaire de réflexions vient à point nommé. Il permettra de susciter des débats et proposer des solutions concrètes à cette épineuse question.
CCOM - MENEFP



NIANG TV



CÔTE D'IVOIRE : Tiémoko Meyliet Koné (photo) a été nommé, ce 19 avril, par le président Assane Ouattara au poste de vice-président vacant depuis 2 ans.

Par ailleurs, le Premier ministre Patrick Achi a été reconduit dans ses fonctions.

Gouverneur de la BCEAO depuis 2011, Tiémoko Meyliet Koné est « un brillant économiste » et un « technocrate hors pair », selon Ouattara, qui a annoncé sa nomination devant l'Assemblée nationale et le Sénat réunis à Yamoussoukro. « C'est un homme de consensus et de probité qui a toute ma confiance », a ajouté le chef de l'État. Ovationné par les parlementaires, Tiémoko est monté à la tribune serrer la main du président. Il prêtera serment dans les jours prochains.

Source: Le Point



Moctar Coulibaly



Dégât matériel virage route de warabathiathio ce matin à 5 h du matin cause excès de vitesse et sommeil au volant que Dieu nous protège



Croissanceafrique.com



Au Mali, les autorités de Transition ont accordé un permis d'exploitation minière à Altus Strategies, pour son projet aurifère Diba, le mardi 19 avril 2022 par la junior minière basée au Royaume-Uni. La société minière ajoute que la licence accordée pour une durée de quatre ans renouvelables couvre les 83,1 km² du précédent titre d'exploration. « Avec l'expiration de l'actuel permis d'exploration, le permis d'exploitation minière offre à la société une sécurité d'occupation à long terme pour le projet



KAPT MEDIA



Alors que l'actuel président de la FECAFOOT, Samuel Eto'o essaye depuis son arrivée d'apporter du changement au sein de l'instance came-

rounaise, une nouvelle pas très joyeuse vient assombrir ce ciel qui paraissait beau, l'on apprend de nos confrères d'AllezLesLions que l'actuel secrétaire général Benjamin Banlock serait impliqué dans une affaire de mauvaise gestion financière et surtout il serait soupçonné de corruption.



■ Yehia Tandina



TOMBOUCTOU : INSÉCURITÉ SUR LES AXES ROUTIERS

Ce 19 Avril vers 11 heures, une mine à sauté au passage d'un camion -Ben à 3 km de Goundam. Par incivisme du conducteur qui n'a pas obtempéré aux injonctions des militaires sur les lieux.

Bilan:04 blessés le chauffeur, l'apprenti et 2 autres passagers. Le véhicule est immatriculé AE 4654 MD



■ Ty Chérie



CE NIGERIAN INVENTE UNE CUISINIÈRE QUI N'UTILISE QUE DE L'EAU POUR FONCTIONNER

Au milieu de l'inquiétude croissante suscitée par l'augmentation du prix du gaz de cuisine, un nigérian talentueux a proposé une alternative dans une innovation remarquable qu'il a réa-

lisée, un réchaud à eau.

Le vieil homme de 67 ans a inventé une cuisinière à eau qui ne nécessite ni gaz ni kérosène. Pour faire du feu, le poêle combine la pression de l'eau et de l'air. Un concept aussi qu'innovateur qu'étonnant. Une innovation montrée dans une vidéo partagée des milliers de fois sur les réseaux.

Actuellement, il recherche le soutien des institutions compétentes pour s'assurer que l'innovation soit produite en série, et accessible à tout le continent, en clair que les institutions compétentes l'aident à faire breveter son innovation.

« Je souhaite que les institutions et organismes concernés puissent soutenir le brevetage du projet de production de masse pour aider les personnes dans le besoin sans qu'elles puissent acheter du kérosène ou du gaz pour cuisiner leurs aliments, juste avec de l'eau », a déclaré l'inventeur.

Benin flower



■ Seydou Oumar Traoré



Assimi GOÏTA change la donne militaires en Afrique de l'ouest. ADO, Macki Sall et Buhari commandent aussi des hélicoptères de combat. Al-lons seulement.

■ Kassoum Thera



Apparemment les électeurs de Mélenchon semblent opter majoritairement pour Marine Le Pen

■ FIGARO DU MALI



L'Afrique a besoin de jeunes, surtout ceux du Mali qui rêvent, mais pas en dormant pour rêver

■ Mopti Infos 7/7



#URGENT: la Russie a annoncé mardi l'expulsion de 36 diplomates belges et néerlandais, en représailles à une mesure similaire prise par la Belgique et les Pays-Bas à la suite de l'offensive russe en Ukraine.

Il s'agit de 21 diplomates belges et de 15 diplomates néerlandais, parmi lesquels 14 collaborateurs de l'ambassade des Pays-Bas à Moscou et un collaborateur du consulat général néerlandais à Saint-Pétersbourg (nord-ouest), selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères. Ils devront quitter la Russie dans un délai de 15 jours.



■ Abdoul MBAYE



Un remaniement annoncé depuis 6 mois, les ministres gèrent les affaires courantes et l'aéroport se retrouve sans kérosène pour les avions. Un scandale inimmuable pour notre pays. Les avions atterrissent avec leurs réserves de carburant. Il serait temps de devenir sérieux.

■ Martin Fayulu



Ne pas vouloir organiser les élections transparentes et impartiales, c'est décidément prendre l'option de maintenir le peuple congolais dans la pauvreté et la misère. C'est de l'indignité.

■ Wassim Nasr



Je serai @France24_fr à 13h30 pour parler des dernières menaces de l'EI contre les pays Occidentaux et leur contexte

■ Ibrahim Sysawane



Affrontement très violent en cours et ratissage dans la localité de #Hombori (Mopti) entre les Forces armées maliennes et les groupes terroristes. Plusieurs morts signalés. Le marché hebdomadaire était prévu aujourd'hui. #Mali

■ Dr Djamila Ferdjani



Dans un couple, quand l'un commence à voir des défauts chez l'autre, alors que ces défauts ont toujours été là sans qu'ils n'aient jamais été remarqués, c'est souvent le début du commencement de l'immersion dans une zone de fortes turbulences..

■ Serge Daniel



Mali-CEDEAO/ D'après mes informations (pour répondre à de nombreux interlocuteurs), une délégation de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'est pas attendue le 20/04/2022 à Bamako. Cependant des missi dominici sont sur le pont et travaillent.

■ Florence Parly



J'ai été testée positive au Covid-19 hier. Conformément au protocole sanitaire en vigueur, je me suis mise à l'isolement et je poursuis mes activités ministérielles.

■ Gouvernement du Mali



Mef infos

—//—

Communiqué

Solde du compte bancaire "SOUTIEN A LA TRANSITION" à la date du 18 avril 2022

Le gouvernement du Mali a ouvert le compte bancaire numéro ML0160120102600 1398152-72 intitulé Solde du compte bancaire "SOUTIEN A LA TRANSITION" dans les livres de la BANQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU MALI (BDM-sa) à la demande des Maliens désireux d'apporter leur contribution financière aux actions du gouvernement de transition.

A la date du 18 avril 2022, ledit compte affiche un solde de 102 511 763 FCFA et n'a encore fait l'objet d'aucun mouvement débiteur.

Le ministère remercie tous les contributeurs pour leur élan de solidarité et leur engagement patriotique pour la réalisation des objectifs de la Transition.

CONTRÔLE PHYSIQUE DE L'INPS

Qui?

Les allocataires, les pensionnés résidant au Mali
et hors du territoire national

Quoi?

Mise en place des opérations de contrôle physique

Quand?

Du 19 avril 2022 au 29 juillet 2022

Où?

- Agences Principales de Bamako
- Directions Régionales
- Les représentations diplomatiques.

Comment?

Se munir des pièces suivantes : le badge INPS,
la carte d'identité nationale ou la carte NINA.



Cardinal Jean Zerbo, Archevêque de Bamako : « Il nous faut continuer à négocier avec la CEDEAO pour qu'on lève les sanctions »



A l'occasion de la fête de Pâques, le Cardinal Jean Zerbo, Archevêque de Bamako, s'est adressé à la communauté catholique du Mali. Il a appelé les fidèles chrétiens à plus de prières pour un monde stable. Aussi, il n'a pas manqué d'aborder la situation difficile que notre pays traverse en raison des sanctions de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est ainsi qu'il a appelé les autorités à la table des négociations pour la levée immédiate des sanctions avec ses conséquences désastreuses. « Il nous faut continuer à négocier avec la CEDEAO pour qu'on lève les sanctions qui ne font que rendre la situation plus difficile sinon insupportable », a déclaré le Cardinal Jean Zerbo.

Dans son adresse, le Cardinal Jean Zerbo a tout d'abord signalé que ce n'est pas un hasard, mais plutôt un signe de la providence que la communauté musulmane au Mali et à travers le monde ait commencé ce mois de ramadan à quelques semaines de la fin du carême chrétien. Très peiné des événements douloureux qui se passent à travers le monde, l'Archevêque de Bamako a rappelé : « Nous vivons depuis plusieurs années dans un monde marqué par des conflits fratricides. Que des morts ; Que des blessés ; Que des déplacés ; Que des veuves et d'orphelins ; que des personnes âgées privés de leurs soutiens. En un mot que de souffrance. Cher frères et sœurs daigne le Seigneur accorder le repos éternel à tous nos défunts, à tous ceux et toutes celles qui ont perdues la vie dans ces conflits. » En tant que croyant chrétien, le Cardinal Jean Zerbo a invité les fidèles chrétiens à mieux comprendre les événements à la lumière de la fête de Pâques, à la lumière des récits sur la vie du messie, sa souffrance, sa mort et essentiellement sa résurrection et son ascension glorieuse.

Soucieux de la stabilité et du développement de la mère patrie, le Cardinal Zerbo s'est prononcé sur la situation préoccupante que le pays traverse. Il s'est ainsi adressé aux plus hautes autorités en ces termes : « Engagés dans ce combat contre toutes les forces du mal, il nous faut continuer à négocier avec la CEDEAO pour qu'on lève les sanctions qui ne font que rendre la situation plus difficile sinon insupportable. »

Sidiki Dembélé / Source : Le Républicain

Ramadan 2022 au Mali : Le sucre des beaux parents, une épée Damoclès pendant ce mois



Depuis des années, et principalement pendant le mois de Ramadan, les jeunes couples procèdent à des cadeaux du sucre à leurs beaux parents. Cette pratique qui doit se faire que lorsqu'on a les moyens, tend malheureusement à devenir une obligation.

Gare aux gendres qui ne se conforment pas à cette règle j'allais dire cette tradition. De nos jours, les jeunes femmes mariées font de ce cadeau du sucre une de leur priorité dans le mariage durant ce mois. Souvent la pression vient des beaux parents en faisant croire à leur fille, « que si réellement ce monsieur t'admire, ce geste ne doit pas faire défaut ». Il n'est pas rare de constater que les beaux-parents, attachent plus d'importance au prix et à la quantité qu'à la valeur du geste de générosité. Du coup, chaque jeune homme marié tente de faire mieux que l'autre de peur d'être négligé voire abandonné au moment où il ne fallait pas. C'est triste, mais c'est une réalité du moment. Pourtant, ce geste combien noble, même s'il cadre parfaitement avec les actions de générosité et de solidarité, ne doit pas être un fardeau dans une vie de couple lorsque les moyens font défaut. Quoi qu'il en soit, c'est une grosse erreur pour la femme de vouloir bouder ou de mettre en quarantaine son homme, tout simplement parce que son geste a fait défaut cette année. C'est une vieille pratique encrée bien dans notre culture. En effet, le mois de Ramadan est un mois de don et de générosité. C'est aussi celui du bien et des récompenses. Les écritures saintes nous enseignent que pendant ce mois, la récompense des bonnes actions en est démultipliée. C'est pour dire que cette période est favorable aux actes de générosité, se produisant de plusieurs façons, chacun offrant ce qu'il peut, afin de témoigner sa solidarité et consolider les liens de parenté et d'alliance pour les gendres.

Au Mali et particulièrement à Bamako, l'envoi du sucre aux beaux parents, est très apprécié voire « obligatoire ». C'est une marque de solidarité, de respect et de considération envers la belle famille.

Ce cadeau est comparable aux funérailles, devenus par la force de choses des moments d'abus et d'insouciance, au moment où les proches pleurent leurs morts, on a l'impression que d'aucuns ont tendance à transformer les funérailles en des moments de réjouissances.

M. Yattara / Source : L'Alternance

Embouteillage sur l'axe Niamana-Yirimadio : Un casse-tête pour les usagers



Circuler sur l'axe Niamana-Yirimadio reste un calvaire, regrettant ses usagers. Malgré l'élargissement de cette route et l'inauguration de l'échangeur, ils dénoncent l'occupation anarchique de la route par des vendeurs ambulants.

A Yirimadio, non loin de l'échangeur, la circulation est généralement confuse le matin, chaque usager cherche à se frayer un chemin pour ne pas être en retard au service. Le policier essaie tant bien que mal de réguler la circulation. Pour les usagers, cette routine est insupportable. « C'est à cause du marché. Les vendeurs s'installent même au bord de la route », déplore un conducteur. « Et si tu les touches, tu auras des problèmes », ajoute-t-il. « Ça m'arrive d'être en retard au service à cause des embouteillages sur cette voie », explique un autre usager. « Des marchandises sont étalées jusqu'au tronçon réservé aux motocyclistes. C'est vraiment déplorable », martèle un jeune conducteur de véhicule personnel.

Même calvaire pour des conducteurs de transports en commun. Le stationnement des SOTRAMA est impossible, avec l'installation des vendeurs sur la route, souligne Adama Diallo, conducteur de transport en commun. « C'est un ras-le-bol. On dirait que l'échangeur ne sert à rien », regrette-t-il. « Nous ne pouvons pas garer nos véhicules sinon les policiers risquent de nous taxer pour infraction », poursuit Adama. Il pense qu'il faudrait trouver une solution pour déplacer les vendeurs qui occupent la voie.

Impacté par l'embouteillage, Madou Samaké, conducteur de moto-taxi propose des solutions. « Pour rendre fluide la circulation, les autorités doivent mettre des barrières entre les marchands et la voie et construire un échangeur piéton », recommande M. Samaké.

Pour leur part, les vendeuses expliquent que c'est au bord de la grande voie qu'il y a plus de clientèle. Par ailleurs, les autorités en charge des routes n'ont pas voulu réagir à la question. Elles affirment tout de même, que la route en question est toujours en chantier.

Source : Studio Tamani

Mali : La production de la mine d'or Fekola a baissé au premier trimestre



Sur le continent africain, la compagnie canadienne B2Gold est active sur deux mines d'or, Fekola au Mali et Otjikoto en Namibie. En 2021, les deux mines ont produit au premier trimestre 148 130 onces d'or.

Les mines africaines de B2Gold ont livré un total de 136 709 onces d'or au premier trimestre de l'exercice 2022, en baisse d'environ 8 % en glissement annuel, apprend-on du rapport publié par la compagnie minière canadienne le 14 avril.

Alors que la production de la mine d'or Otjikoto en Namibie a augmenté (35 061 onces en 2022 contre 23 042 onces en 2021), B2Gold a enregistré une baisse au niveau de son actif phare malien Fekola. Ce dernier a en effet livré 101 648 onces d'or au premier trimestre 2022, contre 125 088 onces l'année dernière.

Une contre-performance attendue, car la compagnie a réalisé une importante campagne de décapage de déchets à Fekola et a également réduit le tonnage de minerai extrait durant le premier trimestre.

Notons néanmoins que le canadien reste optimiste quant à l'atteinte de ses prévisions annuelles. Elles se situent entre 990 000 et 1 050 000 onces d'or et prennent en compte la production de la mine Masbate aux Philippines. En 2022, Fekola devrait produire entre 570 000 et 600 000 onces d'or, contre 175 000 à 185 000 onces d'or à Otjikoto.

Pour rappel, B2Gold a complété le mois dernier la première estimation des ressources du gisement Anaconda de Fekola et peaufine des plans pour augmenter de 80 à 100 000 onces la production d'or de la mine grâce à cette ressource.

Source : Agence Ecofin

www.malikile.com

Douane malienne : Saisie de drogue, d'or et d'explosifs par la Direction des Enquêtes

Les agents de la Direction des Enquêtes douanières, en l'espace de quatre jours, ont procédé à la saisie d'une importante quantité de drogue, d'or et d'explosifs.

Selon une source douanière, les hommes de l'Inspecteur des Douanes, Diaguéli Diakité, ont mis la main sur 377 briques de cannabis, 59 plaquettes d'or, des détonateurs et 4868 baguettes d'explosifs, à la suite d'une opération spéciale menée, entre le 10 et le 14 avril 2022, à Kati, Kadiana et à Bamako. Le cannabis, d'une valeur marchande estimée à 900 millions de FCFA, était emballé dans des sacs plastiques, dissimilés dans un camion immatriculé au Mali. Du coup, la cargaison, en partance pour le Sénégal, a été détectée par les douaniers (des éléments de la Direction du Renseignement et des Enquêtes douanières), à Kati, le 10 avril dernier, aux environs de 23 heures. Le suspect a immédiatement pris la clé des champs à la vue des gabelous mais des investigations sont en cours afin de le retrouver ainsi que ses potentiels complices. C'est dans ce même élan que, le jeudi 14 avril



dernier, 11,900 kg d'or ont été saisis dans la localité de Kadiana, soit 59 plaquettes, d'une valeur de près 200 millions FCFA. C'est une voiture de tourisme de marque « Suzuki », portant une plaque d'immatriculation ivoirienne, qui transportait la précieuse marchandise. Le métal jaune a été découvert dans diverses caches aménagées dans le véhicule après une fouille minutieuse dans la cour des Enquêtes douanières. Deux jours plus tôt, les douaniers de la même unité avaient déniché, à Magnambougou, en Commune VI du District de Bamako, des cartons de détonateurs et 4868 baguettes d'explosifs. Une prouesse également intervenue suite aux renseignements obtenus par les douaniers qui intensifient les opérations sur le terrain pour contribuer significativement à la sécurisation des populations.

Y.C / Source : L'Indépendant

Don du groupe des bénévoles de la charité de la Minusma aux déplacés des sites de Faladiè et de Sénou

L'ensemble du personnel national et international de la MINUSMA a fait don de vivres et de non-vivres aux déplacés internes du site de Sénou ce 12 avril 2022 ainsi qu'à ceux du site de Faladie le 9 avril.

Cette assistance est composée de six tonnes de denrées de première nécessité mais aussi de vêtements et de ballons de sport pour les loisirs des plus jeunes. Pour El-Ghassim WANE, le Chef de la MINUSMA, qui a tenu à s'associer à cette initiative, « c'est un geste de solidarité en ce mois béni de ramadan, mais nous avons bien conscience que quels que soient les efforts que nous faisons, il reste en deçà des besoins. Au-delà de cette action ponctuelle de solidarité, notre rôle, notre devoir est également de travailler à la recherche d'une solution durable qui permette à cette population de repartir en toute sécurité dans les zones qu'elle habitait. C'est ce à quoi la MINUSMA s'emploie ».

Ces propos ont été appuyés par ceux de Madame Adjah DIALLO, l'une des bénéficiaires qui dit être à la fois « surprise et contente de la démarche ». Cependant, elle demande à la « MINUSMA de les aider à retourner dans leur localité en s'impliquant davantage dans la résolution de la crise ». Sur le site de Sénou comme sur celui de Faladiè, les besoins sont importants. « La principale priorité des déplacés est l'eau. Nous avons quelques forages qui malheureusement ne répondent pas aux besoins des personnes. Vraiment notre cri de cœur est le problème d'eau » indique le Général Ismaël CISSÉ, ancien Gouverneur de Bamako et propriétaire du terrain sur lequel le site de Sénou est implanté avec



près de 1 500 déplacés. Ce cri de cœur des déplacés porté par M. CISSÉ a été entendu par le Chef de la MINUSMA qui a promis de réagir « dans la mesure du possible et plus fondamentalement, sur la recherche de solutions durables aux problèmes auxquels le Mali est confronté ».

Le samedi 9 avril, le chef du village Hamma DIALLO représentant des déplacés à Faladiè a remercié les donateurs et présenté le plan de distribution aux bénéficiaires. « Nous vous disons merci pour ce don dans cette période de Ramadan où les prix des denrées alimentaires sont très élevés. Nous avons fait le choix des familles les plus vulnérables parmi nous et ceux qui gagnent moins de 500F par jour pour bénéficier de ces dons. Ils sont au nombre de 60 et chacun aura une part de ce don ». Le représentant du ministre de la Santé a exprimé la gratitude du gouvernement à la MINUSMA et a souhaité que cette action s'étende à d'autres couches vulnérables. Il a en outre salué la promesse du Chef de la MINUSMA de rechercher des solutions durables aux problèmes des déplacés. C'est la deuxième année que le personnel de la MINUSMA se mobilise pour aider ces déplacés venus de la région de Mopti, à la veille du mois de Ramadan. Les 70% des fonds collectés ont été remis aux déplacés de Faladiè le 9 avril 2022 et 30% à Sénou. La collecte était d'un montant de 4 865 500 Francs CFA.

Source : Minusma




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



L'employabilité des détenteurs de la licence au Mali :

Les experts se penchent sur la problématique

La direction générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a servi de cadre pour le lancement du séminaire sur l'employabilité des détenteurs du diplôme de la licence au Mali. C'était le mardi 19 avril 2022, en présence des ministres de l'Education Nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr amadou Keita.

L'objectif de ce séminaire est de déterminer des stratégies pour l'employabilité des diplômés de la licence dans le secteur public et privé. Trois jours durant toutes les questions liées à la problématique seront passées en revue par les experts.

Le représentant du ministre du travail, de la fonction publique et du dialogue social, Fassoum Coulibaly, a souligné qu'au niveau du ministère du Travail, de la Fonction publique, de l'Emploi et du Dialogue social, l'accès direct au recrutement de la fonction publique se pose

avec acuité. « Depuis 2018, les diplômés de licence ont un sérieux problème au niveau de la fonction publique. Le ministère de fonction publique a pris le problème à bras le corps. Les travaux sont en cours pour relire le statut des fonctionnaires afin d'y trouver des solutions au problème. Egalement des différents contacts sont établis avec l'école normale d'administration pour qu'en 2022, les diplômés de licence accèdent aux différents corps de l'administration. Au-delà, nous de-

vrons aller à la professionnalisation des licences dans nos différentes universités. La question de l'employabilité constitue un réel problème au Mali », a-t-il dit.

Pour Bakary Doumbia, ministre de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, ce séminaire est d'une importance significative à plus d'un titre. Il vient à point nommé. « La question de l'employabilité des étudiants finissant les écoles supérieures se pose, qu'ils soient licenciés ou maitrisards. Et c'est pourquoi d'ailleurs, nous nous sommes engagés sous la direction du premier ministre, Choguel Kokalla Maïga et du président de la transition, le colonel Assimi Goïta à chercher et à trouver des solutions. Les œuvres de ce séminaire nous seront utiles et dont nous sommes repreneurs en tant que département. En 2020, selon le rapport national sur l'emploi au Mali auprès des ménages produit par l'observatoire national de l'emploi et de la formation, le taux combiné du sous-emploi et du chômage de la population ayant le niveau d'instruction supérieur était estimé à 32,1% contre une moyenne annuelle de 14,3% », a-t-il évoqué.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita, a





indiqué que la préoccupation du gouvernement de transition est d'apporter des réponses viables, parce que cohérentes, à la problématique de la finalité de la formation des jeunes maliens. **« Ce vaste chantier de l'insertion professionnelle mobilise chacun des ministres ici présents, sous la haute autorité du Président de la Transition et du Premier ministre, et il nous paraissait impérieux de conjuguer les compétences et les expériences de nos départements respectifs, pour traiter avec efficacité le problème singulier de l'employabilité des diplômés du grade de la licence malienne »**, a-t-il fait savoir.

En outre, le ministre Pr Amadou Keita dira que notre système éducatif a pour finalité de modeler et former les citoyens de demain, capables de répondre avec efficacité aux défis de tous les secteurs productifs. Ce capital humain se forge depuis l'enseignement de base pour s'orienter vers l'enseignement professionnel ou encore le Supérieur. Ce dernier ordre a adopté la réforme du système Licence-Master-Doctorat, à l'instar de nombreux systèmes universitaires dans le monde afin d'introduire des changements qualitatifs importants dans

notre système d'enseignement supérieur. En effet la réforme LMD, fait passer l'enseignement supérieur d'une logique classique d'accumulation des savoirs à une logique efficiente de prise en compte des besoins sociaux et économiques. En cela, elle induit de nouveaux modes de définition des programmes de formation, de nouveaux modes de gestion académique et de nouveaux modes d'organisation pédagogique. Elle reconnaît le rôle de l'étudiant dans son propre parcours d'apprentissage et le place au centre de l'activité pédagogique. Ce système LMD propose la mise en place de crédits transférables et capitalisables et une nomenclature commune des diplômes. Ce qui permet une plus grande mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs. En somme, la réforme du système LMD, ambitieuse et visionnaire, avait pour socle la compétence acquise de l'étudiant. Et donc, par ricochet, ce système promeut un tremplin vers l'emploi. **« Toutes les politiques publiques de notre pays se fondent sur un capital humain dense, bien formé et conscient des enjeux évolutifs de notre monde pour envisager le vrai développement, celui qui favorise l'épanouisse-**

ment collectif et individuel. Le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable, qui en son axe stratégique 3 met l'accent sur le développement du capital humain et l'inclusion sociale, identifiait "le capital humain insuffisamment valorisé" comme un des obstacles pour passer un palier dans notre quête du développement », a-t-il expliqué.

Ce séminaire permettra de dégager des pistes de solution en lien avec notre pratique du système LMD, notre politique d'insertion des jeunes diplômés de la licence et, plus loin, avec les filières ou encore l'auto-emploi.

A la fin de la cérémonie le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Bakary Doumbia a remis le rapport national sur l'emploi au Mali, produit par l'observatoire national de l'emploi et de la formation, au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Pr Amadou Keita.

■ Ibrahim SANOGO

9^{ème} session du conseil de surveillance du prodevalait : Promouvoir le lait made in Mali !

La cérémonie d'ouverture de la 9^{ème} session du Conseil de Surveillance du Projet de Développement et de Valorisation de la Production Laitière au Mali (PRODEVALAIT), a été présidée, le mardi 19 avril 2022, par le ministre délégué auprès du ministre du développement rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba. C'était en présence de la coordinatrice de PRODEVALAIT, Astou Coulibaly et des administrateurs.



Au cours de cette session, les administrateurs ont examiné l'état de mise en œuvre des recommandations de la 8^{ème} session ordinaire, les rapports d'activités et financier de 2021 et le Programme d'Exécution Technique et Financière 2022

Le budget notifié 2021 du PRODEVALAIT est de 172 073 000 FCFA dont 103 912 000 FCFA au titre du Budget Spécial d'Investissement (BSI) et 68 161 000 FCFA comme contribution de la Coopération suisse. Le taux d'exécution est de 96% au 30 décembre 2021. Pour l'année 2022, le budget alloué est de 325 075 000 FCFA dont 300 000 000 FCFA sur le BSI et 25 075 000 FCFA au titre de la contribution de la DDC contre 318 073 000 FCFA en 2021 soit une augmentation de 2,20%.

La coordinatrice du PRODEVALAIT, Astou Coulibaly, a laissé entendre qu'au cours de l'exercice 2021, le Projet, malgré la crise sociopolitique, économique a poursuivi ses activités d'appui et d'accompagnement des centres de collecte. Ce qui a permis d'améliorer les circuits de collecte et de distribution du lait local et sanitaire.

Aussi, elle s'est permise de citer quelques réalisations du projet qui se résument entre autres à l'ouverture des centres de collecte de Djenné, Socoura, Douentza, Ténenkou et You-

warou dans la région de Mopti et de Diré et Tonka dans les régions de Tombouctou, la formation de trente (30) acteurs de la chaîne de valeur lait des régions de Mopti et Tombouctou, sur les outils de gestion des magasins de stockage de fourrages, le renforcement des capacités de 30 producteurs des sociétés coopératives de Djenné, Socoura, Douentza, Ténenkou et Youwarou dans la région de Mopti et Diré et Tonka dans les régions de Tombouctou en vie coopérative, la formation de 78 producteurs dont 36 femmes des sociétés coopératives de Mopti et Tombouctou sur l'utilisation des matériels et équipements de transformation de lait, le suivi de la collecte de 10 103 tonnes de lait dans 126 centres et points de collecte aménagés.

Le ministre délégué auprès du ministre du Développement rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, a rappelé que la 9^{ème} session du Conseil de Surveillance du Projet de Développement et de Valorisation de la Production Laitière au Mali, se tient dans un contexte socioéconomique et sécuritaire particulièrement difficile pour les acteurs de la filière lait. La conjonction de ces facteurs exogènes aux multiples conséquences, affecte considérablement les conditions de vie et les moyens d'existence des communautés pasto-

rales et des acteurs intervenant à différents niveaux des maillons de transformation et de commercialisation de la filière lait. En effet, les résultats de la campagne agricole 2021 ont été très mitigés en plusieurs endroits du pays et en particulier les régions au Nord et au Centre compte tenu de la mauvaise pluviométrie, de l'insécurité et des conflits communautaires. Cette situation dénote encore l'extrême vulnérabilité de nos systèmes de production et le besoin d'adopter de meilleures pratiques de production pour rentabiliser les exploitations. Le ministre Youba Ba a souligné que grâce à l'effort conjugué des partenaires et des acteurs des chaînes de valeur du lait local, la quantité de lait collecté a connu une augmentation de près 9% par rapport à l'année 2021. C'est sur cette note d'espoir que le ministre Youba Ba a invité les administrateurs à procéder à un examen minutieux et approfondi des documents soumis à leur appréciation pour qu'à l'issue des travaux sortent des recommandations pertinentes pouvant permettre à l'équipe du PRODEVALAIT d'aller vers plus de professionnalisme dans ses interventions et surtout d'œuvrer à la recherche de la qualité des produits offerts à la consommation.

■ Ibrahim SANOGO



Douanes Maliennes : Importantes saisies de produits prohibés

754 kg de drogue et 11,9 Kg d'or, 377 briques de cannabis, 59 plaquettes d'or, des cordeaux détonants et 4868 baguettes d'explosifs, sont entre autres les résultats d'une opération spéciale des éléments de la Direction des Enquêtes Douanières sous la conduite de l'Inspecteur de Douanes Diaguéli Diakité entre le 10 et le 14 avril 2022 à Kati, Kadiana et à Bamako.

Dissimilées dans un camion immatriculé au Mali dans des sacs plastiques, d'une provenance inconnue et partance pour le Sénégal, 377 briques de cannabis ont été saisie à Kati, le 10 avril 2022 vers 23 heures par les éléments de la Direction des Renseignements et des Enquêtes Douanières. La valeur marchande de ces produits stupéfiants est estimée environ 900 millions de franc CFA. Selon une source douanière, cette quantité est l'une des plus importantes saisies réalisées par la Douane malienne depuis l'arrivée de l'actuel Directeur Général des Douanes, l'Inspecteur Général Amadou Konaté.

Cette saisie fait suite à des renseignements obtenus au niveau de la Direction des En-

quêtes. C'est ainsi qu'une patrouille a été dépêchée dans le secteur de Kati. Malgré la détermination et le professionnalisme des éléments sur le terrain, le suspect s'est fondu dans la nature. A la Direction des Renseignements et des Enquêtes Douanières on assure que les investigations sont en cours afin de traquer les personnes impliquées dans ce réseau international de trafic de drogue.

Conformément à l'une de ses principales missions de lutter contre le trafic des produits illicites, l'administration des Douanes, à travers la Direction des Enquêtes procède régulièrement à des saisies allant des produits de la contrebande aux armes de guerre et explosifs en passant par diverses drogues et de l'or. Celle du jeudi, 14 avril 2022 se particularise par la quantité extrêmement importante d'or de 11,900 Kg saisies dans la localité de Kadiana, soit 59 plaquettes d'une valeur de près 200 millions FCFA.

Selon certaines indiscretions de l'administration douanière, tout est parti des informations reçues concernant une voiture de tourisme de marque Suzuki immatriculée en Côte-d'Ivoire.

Ainsi sur la base des renseignements, le jeudi 14 avril 2022 vers 14 heures, une mission des éléments de la Direction des Renseignements et des Enquêtes Douanières fut dépêchée dans le secteur de Kadiana pour intercepter le véhicule suspect. La stratégie des gabelous a permis de mettre la main sur le contrevenant, un certain Golfa.

Le suspect, malgré son sang-froid et son produit bien dissimilé dans une cache aménagée dans sa voiture Suzuki, n'a pu tromper la vigilance des agents. Cette belle moisson des éléments de l'Inspecteur des Douanes Diaguéli Diakité fait suite une à autre saisie non moins importante ce mardi 12 avril 2022 en Commune VI du District de Bamako dans le quartier de Magnambougou. En effet, sur la base des renseignements, une visite domiciliaire a permis aux douaniers de mettre la main sur une quantité importante d'explosif et cordeau détonants. L'arsenal était constitué de 4868 baguettes.

La Direction Générale des Douanes en plus de sa mission de mobilisation des recettes pour soutenir le trésor public dans un contexte de crise politique, sécuritaire et économique joue pleinement sa mission de lutte contre le trafic de drogue, des armes de guerre et du crime transfrontalier pour assurer la sécurité des populations et de leurs biens, et cela au péril de leur vie.

■ Yama DIALLO

Sortie de la 14ème Promotion des Futurs Commandants d'Unités : Fin de mission de l'EUTM ?

La cérémonie de clôture de Formation des Futurs Commandant d'Unité, a eu lieu, le vendredi 15 avril 2022 au Centre d'Instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro. Elle était présidée par le Commandant de Force de la Mission EUTM, le Général de Brigade Christian Reiner. Cette formation visait à renforcer la capacité opérationnelle des commandants d'Unité pour mieux faire face aux défis sécuritaires de notre pays.

Organisée par la Mission d'Entraînement de l'Union Européenne (EUTM) au profit de 35 officiers subalternes, dont 6 du personnel féminin des Forces Armées Maliennes, ces militaires se sont familiarisés avec des modules qui sont entre autres la tactique, la pédagogie, le leadership, la lutte contre les

Engins Explosifs Improvisés (EEI).

Dans son intervention, le Général de Brigade, Christian Reiner s'est dit bien heureux d'avoir participé à cette cérémonie de fin de formation. Il a félicité les stagiaires et encouragé les instructeurs pour leur détermination dans la réussite de cette formation. "Être Commandant d'unité est l'une des fonctions les plus noble et honorable de l'Armée. Faites la fierté de vos armes et de l'Armée Malienne tout entière", a martelé le Général Reiner.

Le Directeur Adjoint des Écoles, le Colonel Seydou Sogoba dira que ce cours a pour objectif de doter les commandants de Compagnie des capacités afin de mieux commander les hommes sur le terrain. Il a salué la Mission EUTM et les instructeurs pour les efforts

consentis dans la formation des Forces Armées Maliennes.

Un des stagiaires, le Capitaine Adama Dao, a trouvé ce Cours de perfectionnement assez riche qui renforcera le leadership en eux et de faire de bonnes analyses sur la situation générale dont ils feront face dans l'exécution des missions assignées. La Formation des Futurs Commandants d'Unité, est une formation qui vient en appont des formations précédentes, elle permet non seulement aux Commandants d'unité d'avoir une bonne connaissance du terrain mais aussi la maîtrise parfaite des hommes dans des endroits isolés et incertains.

Cette cérémonie a été marquée par l'entonnement de l'Hymne Nationale du Mali et celui de l'Union Européenne, des remises de diplômes et la présentation du meilleur stagiaire au Directeur Adjoint des Ecoles. Seul revers de la médaille, c'est que l'Union Européenne a décidé de mettre fin à ce partenariat gagnant-gagnant, là aussi de façon unilatérale. Alors qu'à priori, les autorités maliennes mettent désormais en avant le partenariat Mali-Russie!

■ Yama DIALLO



BOA : De bonnes performances en 2021

Abderrazzak Zebdani, Directeur Général adjoint du Groupe BOA (Bank of Africa), a tenu une visioconférence le vendredi 15 avril 2022. Au cours de cette conférence, le DGA a fait le bilan des activités de l'institution financière en 2021.



Il fait savoir que le marché boursier, après 5 années consécutives de baisse, a connu un rebond de +39,2% sur 2021, qui concerne toutes les sociétés cotées.

A ses dires, l'année 2021 marque la fin du Plan triennal de développement 2019-2021 du Groupe BANK OF AFRICA, dont l'exécution a été contrariée par la pandémie de Covid-19 : la mise en pause de la stratégie visant à diversifier le portefeuille de crédits vers les PME. Grâce à de bons fondamentaux, les filiales BANK OF AFRICA présentent en 2021 de bonnes performances, avec des niveaux de P/E attractifs compris entre 5,1x et 13,0x, et un rendement de dividende supérieur au marché, variant entre 7% et 12%. En effet, les 6 BOA cotées à la BRVM ont affiché en 2021.

La BOA, selon lui, a eu une masse bénéficiaire globale en croissance de +27% à +77 milliards de FCFA. "Grâce à un de performances commerciales notables : +11,5% de collecte à 3 150 Mds de dépôts agrégés. Soutenue par un

niveau de fonds propres de 8,5% du Total bilan en moyenne (hors Mali)", a-t-il indiqué.

Il a ajouté que les faits ayant marqué de l'année au Mali ont été : l'augmentation de capital de BOA MALI de 3,3 Mds FCFA en décembre 2021 ; le coup d'Etat militaire en mai 2021 ; les sanctions régionales (CEDEAO et UEMOA) en janvier 2022.

En terme de dépôts la BOA au Mali, nous avons la bonne croissance bien qu'inférieure au secteur du fait de la réorientation des dépôts d'organismes publics vers les banques à capitaux publics (au dernier trimestre) ; la baisse des dépôts non-rémunérés à 52% contre 55% en 2020, suite à la réorientation des dépôts des institutions étatiques et à une forte collecte de l'épargne ; le taux de transformation (Crédits/dépôts) à 57% CRÉDITS: 8,6% de PDM – Croissance volontaire contenue à 4% vs 16% pour le marché (crédits directs à l'Etat en fin d'année) ; la bonne performance sur les Particuliers (+16%), représentant 30% du porte-

feuille ; la baisse de la concentration à 32% contre 35,6% en 2020) TITRES & FCP les excédents de dépôts ont été placés en titres souverains dont l'encours s'établit à 223 Mds XOF, soit 38% du bilan.

Dans le cadre du plan d'assainissement du bilan, le coût du risque (y compris IHE) se situe à 4,7% des encours moyens de crédits, a-t-il souligné. Le taux de couverture s'établit à 54% (en tentant compte des garanties). Le résultat net progresse fortement pour s'établir à 2 Mds XOF. Quant au volume d'échange, il est en hausse de 133% en 2021 : 49 260 titres contre 21 153 titres en 2020. Avec un cours en hausse de 32%, après 3 années de recul, BOA Mali affiche un PER de 13,0x et un P/B de 0,8x, en ligne avec le marché

Bréhima DIALLO
Source : 22 Septembre

CANAM : De nombreux progrès réalisés en 2021

Au nombre de ceux-ci, l'immatriculation d'un nombre important de personnes, la mise en place d'un système biométrique appelé l'actif premium.



La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a tenu, le jeudi 14 avril 2022 au CNPM, la 24^{ème} session ordinaire de son Conseil d'Administration, sous la présidence du Pr Mamady Kané, Président du Conseil d'Administration (PCA), en présence du Directeur Général (DG) de la CANAM, le Médecin Général de Brigade Boubacar Dembélé. Cette session de la CANAM était consacrée à l'examen et à l'adoption des procès-verbaux des 22^{ème} et 23^{ème} sessions ordinaires du Conseil d'administration ; de l'état de mise en

œuvre des recommandations issues de la 23^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration ; du rapport d'activités 2020 et de l'état d'exécution du budget au 31 décembre 2020 ; du compte de gestion de l'exercice 2020 ; des états financiers et du rapport, du commissaire aux comptes sur les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Dans son discours d'ouverture Mamady Kané, a rappelé que le rapport d'activités de la CANAM au 31 décembre 2020 a été élaboré sur la base du programme d'activités de la on-

zième année de mise en couvre de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO). Ainsi, 84 333 personnes ont été immatriculées (CMSS : 47 409 et INPS : 36 924) du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, portant ainsi le nombre total des personnes enregistrées dans la base et immatriculées à la date du 31 décembre 2020, à 1 718 521 (CMSS : 803 777, INPS : 914 744). Selon le PCA, le compte de gestion de l'exercice 2020 présente en recettes 67 303 618 825 FCFA et en dépenses la somme de 62 582 758 180 FCFA. Les états financiers qui donnent, selon lui, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat consolidé comprennent le bilan et le compte de résultat consolidé.

Ainsi, le total bilan de la CANAM au 31 décembre 2020 se chiffre à 88 090 388 454 FCFA contre 85 032 207 265 FCFA au 31 décembre 2019. La trésorerie active représente 32 516 156 024 FCFA, soit 37 % de l'actif du bilan contre 30% en 2019. Ceci s'explique, selon le Pr Mamadou Kané, par l'amélioration du recouvrement des recettes, le niveau des placements sous forme de dépôts à terme auprès des banques, les participations et les bons et obligations du Trésor public.

A sa suite, le DG de la CANAM, le Médecin Général de Brigade Boubacar Dembélé, a indiqué que des progrès ont été réalisés en 2021 dont l'immatriculation d'un nombre important de personnes, la mise en place d'un système biométrique appelé l'actif premium. « L'actif premium est un logiciel qui nous permet de lutter très efficacement contre la fraude. Qui parle de lutte contre la fraude parle d'amélioration au niveau de la CANAM », a déclaré le DG de la CANAM. En termes de recette, selon le Médecin Général de Brigade, Boubacar Dembélé, les prévisions de l'année ont été dépassées. Ces différentes améliorations au niveau de la CANAM, selon son DG, leur permettent d'atteindre leurs objectifs, de renforcer leurs acquis. « Si nous renforçons nos acquis, ça nous permettra d'aller de l'avant au Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU). L'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) ne couvre qu'une petite partie de la population, notre objectif actuellement, c'est d'aller vers la couverture universelle de l'ensemble de la population du Mali », a-t-il souhaité.

A.M. Touré

Source : 22 Septembre



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Comité de pilotage de EMK : Envisage-t-on de débarquer le coordinateur Cheik Oumar Sissoko ?

La suspension des six membres du Comité stratégique du M5-RFP, le samedi 9 avril 2022, continue de faire des vagues. Mais ces vagues qui secouent sérieusement la plus forte organisation politique du moment au Mali (elle a fait tomber le président IBK), trouveraient leurs sources dans la situation interne d'Espoir Mali Kura (EMK). Cette entité politique dirigée par Cheik Oumar Sissoko avait mis fin à la mission de ses trois représentants au CS- M5-RFP lors d'une Assemblée générale du 17 janvier 2022.



Ainsi, dans une correspondance en date du 3 mars 2022, adressée au président du CS M5/RFP, le coordinateur du Comité de pilotage d'EMK, Cheick Oumar Sissoko lui notifie la décision de l'Assemblée générale du 17 janvier en indiquant que lesdits membres ne représentent plus EMK au Comité stratégique de M5/RFP. Ces membres sanctionnés, la correspondance ne dit pas s'ils ont été entendus par l'Assemblée générale pour leur défense, sont d'influents membres du CS- M5/RFP dont le président par intérim Boubacar Karamoko Traoré, ensuite le ministre Ibrahima Ikassa Maïga et un jeune loup aux dents longues Abdel Kader Maïga, émanant tous d'EMK.

« Ils sont absents de nos organes, instances et activités depuis le mois de juin 2021. Cette absence est préjudiciable à une bonne représentation d'EMK et à un compte rendu des activités et décision de l'organisation-mère qu'est le M5/ RFP », selon la correspondance adressée au président du RFP.

Ces membres dont l'assemblée générale du 3 mars a mis fin à la mission au CS- M5/RFP ont été remplacés par Pérignama Sylla (un briscard du jeu politique), Dr. Amenophis Traoré, Dr. Guida Landouré.

Si une organisation membre a tous les droits de statuer sur la représentativité de ses membres au sein d'une organisation mère, on ne doute pas que la direction d'EMK venait d'ouvrir un front : avec ses propres représentants au sein du CS-M5 RFP, qui apparemment n'ont pas eu à s'expliquer, d'une part, et avec cette organisation mère d'autre part.

La sanction de suspension des six membres du CS- M5 /RFP du 9 avril serait intimement liée à cette autre d'EMK qui touche des membres dont l'activité sous-tend la politique gouvernementale de la transition, notamment celle le ministre Ibrahima Ikassa Maïga et aussi celle de ses deux camarades d'EMK en mission au CS- M5 RFP. Selon des sources bien informées, la Coordination d'EMK fait déjà face aux conséquences pour avoir secoué le

cocotier de la sorte. Une bataille acharnée commence pour le contrôle de la coordination du Comité de pilotage d'EMK. On raconte que certains n'excluent pas l'éventualité de tenter de débarquer le coordinateur du Comité de pilotage, Cheik Oumar Sissoko. Les nouveaux membres désignés par EMK sont vus comme un cheval de Troie pour changer la conduite du CS-M5 RFP avec des alliés opérant déjà de l'intérieur. Ceci explique-t-il la suspension de six membres ? A savoir Daba DIALLO, Mouvement An Ko Mali Dron ; Nouhoum DOUMBIA, MPJ-Faso Yelen ; Ousmane DOUMBIA, EMK; Salim MAKADJI, MPJ-Faso Yelen; Konimba SIDIBE, FSD ; Boureima Afo TRAORE, CAMPS. Le casus belli se rapporterait-il à la conduite de la transition, notamment l'agenda de politique étrangère Franco-malienne et Russo-malienne ? Wait and see !

Source : Le Républicain

Gouvernement de Transition au Mali : Le Mali Koura annoncé est-il mort de sa belle mort ?

On aura tout vu sur la scène politique malienne, du revirement à 180 degrés, au retournement de veste selon les circonstances, en passant par des promesses creuses, pour ne pas dire des mensonges à faire dormir debout, voici à quoi ressemble la politique au Mali. Annoncé pour être le début de la fin de certaines pratiques qui ont fait effondrer le pays, le Mali Koura est devenu aujourd'hui un slogan vide de contenu, car les promesses d'un Mali vertueux débarrassé de la corruption, du clientélisme, des passe-droits, du népotisme sont allées à vau-l'eau. La mauvaise gouvernance caractérisée par des scandales et la culture de la médiocrité ont clairement refait surface au grand dam du peuple qui avait pourtant fondé de l'espoir sur cette transition.

Aujourd'hui, un diagnostic sans complaisance s'impose pour non seulement apporter la thérapie nécessaire, mais aussi procéder si possible à un toilettage afin que l'espoir que l'avènement du Colonel Assimi Goïta au pouvoir avait suscité ne se transforme pas en cauchemar, en faisant du héros un cynique bourreau. Le Colonel Assimi Goïta va-t-il enfin se décider à imprimer une touche nouvelle à l'exécutif pour sortir de ce chaos dans lequel le gouvernement a voulu nous maintenir ?



L'éléphant annoncé, avant le coup d'État de la rectification, est arrivé avec trois pieds cassés, tant la déception a été grande. Les attentes ont été tellement déçues que nombreux sont aujourd'hui les maliens qui regrettent l'ancien régime, celui d'IBK. Ont-ils tort ? La réponse est négative, car pour tous les observateurs au Mali s'accordent à dire qu'on fait du IBK sans IBK. Les exemples les plus illustratifs sont les scandales à répétition, le népotisme, une instrumentalisation de la justice, une paupérisation générale, le tout couronné par un mal vivre extrême jamais égalé dans notre pays. En 18 mois de transition tous les indicateurs socioéconomiques sont au rouge. Comme si cela ne suffisait pas le Mali s'isole sur le plan diplomatique en coupant délibérément tout lien de coopération

avec ses voisins immédiats regroupés au sein de la CEDEAO et en acceptant de se brouiller avec le reste du monde excepté la Russie. Comment un pays comme le Mali sans façade maritime, fortement enclavé et pauvre peut-il vivre en autarcie dans un monde globalisé et interdépendant ? A qui profite cette léthargie ? Elle ne pourrait profiter qu'à ceux qui l'entretiennent, sinon pas au peuple qui souffre aujourd'hui de cet isolement diplomatique et des sanctions bien qu'illégales, illégitimes et inhumaines, qui pèsent lourdement sur la population. Doit-on continuer à s'accommoder de cette situation chaotique dans laquelle on veut maintenir le pays ? Assimi va-t-il enfin se réveiller pour rectifier le tir comme il sait bien le faire ?

La balle est dans le camp du Président de la

Transition. C'est à lui seul que revient la mission de redressement voire de rectification de la transition au grand bonheur du Mali et des maliens. Il y a véritablement nécessité à changer de cap avec des hommes et des femmes pétris d'expérience, qui ont une vision et qui sont clean moralement. Le plus tôt serait le mieux pour éviter que l'étincelle allumée le 18 Août 2020 ne puisse pas se transformer en flamme violente pour consumer le peuple malien. Quant au Mali Koura il serait mort de sa belle mort car il est sans contenu et ses géniteurs ne sont que ceux qui ont contribué à l'effondrement de ce pays.

Youssef Sissoko
Source : L'Alternance

Le M5-RFP de l'espoir à la désillusion :

La lutte unit mais le pouvoir divise

Le Mouvement du 5 Juin Rassemblement des Forces Patriotiques, M5-RFP, composés des partis politiques et d'associations de la société civile, a été un mouvement insurrectionnel qui a combattu le régime IBK jusqu'à sa chute. Bien que composés d'anciens cadres du même régime, il a pu rallier à sa cause une frange importante du peuple sur la base des revendications d'une gouvernance vertueuse où la corruption, la concussion, le népotisme, le clientélisme seront bannis dans notre pays.

Leurs slogans ont eu d'échos favorables surtout dans un pays où les scandales étaient devenus le lot quotidien des gouvernants. IBK, Chassé du pouvoir comme un mal propre le 18 Août 2020, par une junte militaire venue parachever la gigantesque œuvre du Mouvement du 5 Juin, il faut reconnaître que les compagnons d'infortunes de l'ancien Président IBK rient aujourd'hui à gorge déployée en voyant le spectacle désolant auquel les adeptes du Mali Koura s'adonnent.

Les pratiques malsaines reprochées au régime précédent sont légion sous la transition, pire le Mouvement du 5 Juin est en lambeaux pour des conflits d'intérêts et surtout pour des égos surdimensionnés des uns et des ambitions démesurées des autres. A qui la faute de cette chienlit au sein du M5 RFP ? Peut-on continuer à avoir confiance en un mouvement divisé en plusieurs morceaux ? Un PM qui n'a pas pu rassembler son mouvement peut-il faire autant de la classe politique et de la société civile ?

Le Mali est loin de sortir de l'auberge tant certaines pratiques ont la vie dure et les hommes de conviction sont devenus une denrée rare. Sinon comment comprendre qu'après avoir suscité l'espoir au sein du peuple, le mouvement du 5 juin a fini par se transformer en un monstre pour détruire tout ce qu'il a construit. Ses leaders sont à couteaux tirés et s'adonnent à cœur joie à des invectives et autres violences verbales ou physiques. Pour rappel la crise au sein du M5 RFP a débuté après la nomination de Choguel K. Maïga comme Premier ministre. Comme toute bonne organisation, après la nomination de son leader à des postes de responsabilité il doit déléguer ses prérogatives, par ordre de préséance, à son adjoint. Malheureusement le PM a refusé de céder son fauteuil de président du Comité stratégique sous prétexte qu'il n'y a ni incompatibilité, ni illégalité encore moins de cumul de fonctions. Ses camarades dont des anciens ministres ou premier ministre n'ont pas eu la même grille de lecture et pensent que Choguel K. Maïga voudrait faire du M5-RFP un instrument politique pour assouvir ses ambitions.

Contre toute attente lors d'une réunion du Comité stratégique les opposants au PM sont pris à partie par des jeunes qui ont proféré des injures et menaces à l'égard des hautes personnalités qui ont eu à servir ce pays. Depuis cette réunion considérée comme celle du début de la crise au sein du M5-RFP, la tension ne faiblit pas entre les deux camps qui s'insultent via les réseaux sociaux. Comme si cela



ne suffisait pas la réunion du Comité stratégique qui en est suivie a fini par donner raison à l'auteur de cette célèbre phrase : « le combat unit, mais le pouvoir divise », car c'est au cours de cette réunion présidée par le PM que le spectacle digne d'un film Hollywoodien s'est produit. Un membre du comité stratégique a été pris à partie par des jeunes conditionnés. Le film est tout simplement ahurissant, comme du temps de l'UDPM un membre du comité stratégique en froid avec le PM a été sommé de quitter la salle refusant d'obtempérer il a été évacué par la force sous escorte policière jusqu'à la porte comme un vulgaire malfrat. Pour protester contre ces pratiques malencontreuses certains membres du comité stratégique ont claqué à leur tour la porte et ont apporté leur soutien à la victime. La suite est connue, c'est un jugement expéditif qui s'en est suivi comme il fallait s'y attendre la sentence a été lourde, voire démesurée, avec

une suspension de 6 membres du Comité stratégique pour travail fractionnel et complicité avec le cerveau M. Touré. Au regard de ce qui précède, ne pourrait-on pas affirmer que l'histoire a donné raison à Issa Kaou Djim qui a annoncé Urbi et Orbi la mort du M5-RFP ?

En définitive, le PM endosse l'entière responsabilité de la fracture du M5-RFP, lui qui aurait dû rassembler d'abord au sein de sa famille politique qui est supposée être le Mouvement du 5 juin, ensuite réunir la classe politique et la société civile autour des vastes chantiers des réformes. Désormais en brouille avec le M5-RFP et surtout avec l'ensemble de la classe politique malienne, en divorce avec la CEDEAO et la communauté internationale, en pas de tortue dans les réformes, que reste-t-il aujourd'hui au PM ?

Youssof Sissoko
Source : L'Alternance

Pâques 2022 : Les fidèles chrétiens prient pour la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale au Mali

La fête de Pâques ou la Résurrection de Jésus Christ a été marquée ce dimanche 17 avril 2022, au Mali, par des prières, des chants, et des moments de partage. Les fidèles chrétiens ont ainsi prié pour la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale au Mali. A Bamako, dans son adresse, l'archevêque Jean Zerbo a invité les autorités maliennes à multiplier les efforts pour un retour à la normale dans le pays.

« Paix, amour et union » ont été les maîtres mots de l'allocution du Cardinal Jean Zerbo. Selon lui, les Maliens doivent se donner la main pour surmonter la crise multidimensionnelle que le pays traverse. « Je voudrais vous inviter à mieux comprendre les événements à la lumière de la fête de Pâques, des récits sur la vie du Messie, sa

souffrance, sa mort, essentiellement sa résurrection », a déclaré le Cardinal. Mon seigneur Jean Zerbo a aussi invité les autorités du pays à négocier avec la CEDEAO pour la levée des sanctions.

De son côté, le ministre des affaires religieuses, du culte et des coutumes, Dr Mamadou Koné, a demandé aux fidèles chrétiens de

prier pour le Mali. « Je demande à tout un chacun de prier pour le repos de l'âme de nos militaires tombés. Ce moment très difficile dans notre république ne peut être conforté qu'avec vos prières et bénédictions pour le Maliba », a affirmé le ministre.

Cette année, la fête de Pâques a coïncidé avec le Ramadan. Les autorités du pays interpellent tous les Maliens à l'union sacrée autour du Mali pour une paix et une réconciliation durable.

Hors de Bamako, dans de nombreuses autres localités du pays, notamment dans les régions de Kayes, Ségou et Sikasso, la fête a été célébrée de façon symbiose. "C'est vraiment une grande fête, le vrai sens du christianisme et nous sommes très contents", ont estimé des fidèles à Yorosso.

Cependant, dans les régions frappées par l'insécurité au centre et nord du pays, la fête de Pâques est passée presque inaperçue dans certaines localités, témoignent des sources locales.

Source : studiotamani



Forum Mondial de l'Eau « Dakar 2022 » : Les recommandations restituées

Dans le but de contribuer à l'appropriation et au suivi des recommandations et déclarations issues du Forum de « Dakar 2022 », le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, à travers la Direction nationale de l'hydraulique a organisé le mercredi, 13 avril 2022 l'atelier de restitution de la participation du Mali au Forum mondial de l'eau « Dakar 2022 », combinée à la célébration de la journée mondiale de l'eau – édition 2022. L'ouverture des travaux était placée sous la présidence de Drissa Samaké, conseiller technique au département en présence du Directeur national de l'hydraulique, Djouoro Bocoum ainsi que les partenaires.

Dans le discours marquant l'ouverture des travaux, le représentant du ministre a fait savoir que le 9ème Forum mondial de l'eau, tenu pour la première fois en Afrique sub-saharienne, du 21 au 26 Mars 2022 à Dakar, a été un Forum des réponses aux défis posés par « La sécurité de l'eau pour la paix et le développement, dans tous ses aspects et à tous les niveaux ». Il a rassemblé plus de 8 000 participants venus d'Afrique, d'Asie, de l'Europe, des Amériques et de

l'Océanie et s'est déroulé à travers plusieurs communications en sessions spéciales, en Side-Event et en panels de haut niveau politique.

Pour rappel, ajoute-t-il, "notre ambition est d'atteindre un taux de couverture de 100% à l'horizon 2030, conformément aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Mali, qui a fait du Forum un enjeu majeur fut l'un des rares pays africains, ayant aménagé et animé un pavillon de 50 m2. Ce Pavillon a été l'un

des plus animés et visités avec une moyenne de 200 visiteurs par jour. Ainsi, l'honneur a été fait au du Mali de recevoir à son pavillon son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal ; M. Hamed Diane Semega, le Haut-Commissaire de l'OMVS, ainsi que des ministres de tutelle de l'OMVS, des hautes personnalités de l'ABN, de l'ABV, de la CEDEAO, des ambassadeurs, des parlementaires, des PTF et d'autres Hautes personnalités du secteur", a-t-il laissé entendre.

Aussi, la Journée Eau du Mali fut un véritable succès. Elle a été marquée par les expositions, le panel de haut de niveau, des sessions thématiques et une table ronde pour le financement du projet de Kabala, se réjouit-il.

Selon les explications de directeur, les eaux souterraines sont des eaux qui existent sous terre dans les aquifères, formations géologiques de roches, de sables et de graviers où sont retenues des quantités d'eau importantes. Les eaux souterraines alimentent les sources, les cours d'eau, les lacs et les zones humides, et s'écoulent vers les océans.

Bréhima DIALLO

Source : 22 Septembre



21 → 26
Mars 2022

Dakar - Diamnadio



Après une visite dans les gares suite à la hausse du prix du super à la pompe : Diaby Ibrahim invite les transporteurs à ne procéder à aucune augmentation

Diaby Ibrahim, directeur général du Haut conseil du patronat des entreprises de transport routier invite les acteurs du secteur à ne procéder à aucune augmentation des tarifs, malgré la hausse du prix du super à la pompe depuis le 1er avril 2022.



Le directeur général du Haut conseil du patronat des entreprises de transport routier, Diaby Ibrahim a sillonné plusieurs gares de transport en commun de la capitale économique ivoirienne, le mercredi 13 avril 2022.

« Lors des différentes rencontres avec les services du ministère des Transports, ceux-ci nous ont demandé d'investir le terrain afin que certains acteurs ne profitent pas de la hausse du prix du Super qui est passé de 635 FCFA à 695 FCFA, soit une augmentation de 60 FCFA, pour augmenter les tarifs de transport. Dans ce sens, la direction générale du Haut conseil a, à son tour, organisé différentes réunions avec ses chefs de gares et de lignes pour les instruire à faire respecter les tarifs sur le terrain. Après ces étapes, il était opportun que nous nous déplaçons sur le terrain pour nous enquêter de la réalité. C'est ce que nous avons fait et nous saluons tous les acteurs, transporteurs et conducteurs pour leur volonté de suivre les recommandations du gouvernement », a expliqué Diaby Ibrahim, en lançant cet

appel aux transporteurs : « Soyez patients et suivons les instructions. Nous travaillerons à ce que les acteurs ne perdent pas ».

Le constat fait à Abobo, Cocody

Cette visite de terrain a débuté à la gare de wôrô-woro du Zoo d'Abidjan. Sur place, il a été constaté que les tarifs n'ont subi aucune augmentation sur les quatre (4) lignes que dessert cette gare dans la commune de Cocody. Les tarifs oscillent entre 200 et 300 FCFA. Il s'agit des lignes Zoo-Attoban, Zoo-Terminus du bus 35, Zoo-7ème Tranche et Zoo-Sococé. « L'État n'a pas touché au prix du gasoil. Chaque chauffeur doit veiller, chacun dans sa zone à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation des tarifs », exhorte Adama Traoré, délégué du Haut conseil du patronat des entreprises de transport routier dans la commune de Cocody. Après cette gare, le cap est mis sur Adjamé-Liberté. Des passagers de « gbaka », ces minicars de transport en commun confirment aussi que les prix pratiqués sont les mêmes depuis plusieurs mois.

Secrétaire administratif de l'Union syndicale des transporteurs et chauffeurs d'Abobo (USTCA), Mamadou Coulibaly fait un état des lieux dans sa commune : « Toute la commune d'Abobo est en chantier. Nous n'arrivons plus à arrondir nos chiffres d'affaires. Malgré cela, nous avons maintenu les tarifs précédents. Il n'y a pas eu d'augmentation. C'est une façon pour nous d'accompagner le gouvernement, qui fait déjà beaucoup pour le secteur des transports. Pas moins de 120 milliards de FCFA ont été investis dans ce secteur et si le gouvernement a fait cela, nous à notre tour, nous maintenons les tarifs comme avant ». Le souhait exprimé par le secrétaire général de l'USTCA, c'est que l'exemple d'Abobo fasse tâche d'huile et inspire les acteurs du secteur dans les autres communes du District d'Abidjan. Ce qui passe par la sensibilisation permanente des chauffeurs et des transporteurs

Olivier Dion
Source : News.lia.ci

Élection à la FIF : Drogba veut moderniser l'écosystème du football pour le bien-être des acteurs

Le candidat Didier Drogba a procédé au cours d'une conférence de presse au lancement officiel de sa campagne pour la présidence à la fédération ivoirienne de football

Le porteur du projet Renaissance dans la course à la présidence de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Didier Yves Drogba, a exprimé, lundi 18 avril 2022, à Abidjan, sa volonté de moderniser l'écosystème du football ivoirien pour le bien-être des acteurs, lors de la conférence de presse de présentation de son programme.

« Dans un contexte de développement socio-économique actuel, le football est un levier important d'inclusion sociale et de développement. Le projet Renaissance est avant tout un projet sociétal. Il s'agit de moderniser l'écosystème dans son ensemble afin que tous les acteurs du secteur en bénéficient dans le but de faire rayonner notre drapeau sur le continent mais aussi à l'échelle planétaire », a justifié M. Drogba, sur sa vision de la gestion du football ivoirien.

En terme de valeurs, il s'engage à créer un environnement de confiance, de transparence et

de vérité entre les acteurs du football ivoiriens, ambitionne de redynamiser le championnat local afin qu'il redevienne fort et attractif et promet des innovations notamment la modernisation de piliers tels que les infrastructures, la bonne gouvernance, le cadre légal et réglementaire, la formation et la coopération.

Le candidat pour le renouveau du football ivoirien a annoncé de nombreuses actions prioritaires ayant trait avec le social (assurance maladie, programme immobilier, programme d'investissement agro-pastoral), l'accompagnement des acteurs (formations et préparation de la reconversion), le cadre règlementaire et statut des footballeurs (contrat standard, valorisation du football, protection des salaires, etc) et le soutien des clubs.

Sur le soutien aux clubs, il s'est appesanti sur le doublement des subventions par saison (150 millions FCFA pour la ligue 1, 50 millions pour la ligue 2 et 30 millions pour la D3), la dotation

en cars, l'accompagnement pour le respect du cahier de charges en vue de leur modernisation et la mise en place d'un espace de travail collaboratif afin de palier l'absence de siège pour certains clubs.

Didier Drogba pense qu'il est temps d'œuvrer à ce que le football ivoirien dont la marche, entravée par les discordes, « soit à la hauteur des ambitions de notre pays ». Ce qui forge sa force, a-t-il dit, c'est le peuple, son programme Renaissance, son équipe qui composera le comité exécutif et sa famille.

« Allez dire aux présidents des clubs que mon programme est pour eux. Après le samedi 23 avril, une nouvelle ère commence pour le football ivoirien », a conclu, l'ex-capitaine des Éléphants qui a présenté son commando composé de 20 membres dont quatre femmes. Trois listes de candidatures ont été validées par le comité de normalisation pour l'élection du comité exécutif de la FIF. Outre celle conduite par Didier Drogba, il y a aussi celles Yacine Idriss Diallo et Sory Diabaté. La campagne a débuté depuis samedi et s'achèvera ce vendredi.

L'assemblée générale électorale, quant à elle, se tiendra samedi à Yamoussoukro. Le collège électoral est composé de 81 membres actifs à savoir 76 clubs et cinq groupements d'intérêt.

Source : fmo





Bélier (21 mars - 19 avril)

Des divergences d'opinions avec votre hiérarchie risquent bien d'apporter une mauvaise ambiance à votre journée. Vous n'aurez pas d'autres choix que de faire face à ces petites difficultés. L'important est de garder votre sang-froid. Pour maîtriser votre gestion, vous devrez commencer par reprendre vos comptes à zéro. Votre budget ne se trouve pas dans une situation très positive, mais vous pouvez encore redresser le tir. Les astres vous envoient un appui de taille.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un certain autoritarisme vous envahit au travail ! Vous régnez littéralement en dictateur et devenez colérique pour un rien ! Vous êtes susceptible, et n'acceptez pas la moindre remarque. Modérez vos pulsions, au risque de vous mettre à dos beaucoup de collègues.

Malgré votre esprit économe, cette journée pourrait faire exception ! Vous risquez de faire des folies, votre comportement est totalement imprévisible ! La conjonction Soleil/Uranus dans votre signe apporte un manque de contrôle certain, prudence.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre charge de travail explosera et vous aurez besoin d'avoir l'esprit clair pour vous concentrer et réussir l'exploit de terminer vos dossiers dans les délais impartis. Vos yeux piqueront, un mal de tête se pointera, mais vous serez fier de vous.

Vous aurez de bonnes raisons de croire que vos efforts porteront leurs fruits et que les euros rentreront. Vous recevrez vos gains à la fin du mois, mais si cela vous contrariera quelque peu, vous serez satisfait du montant dépassant vos espérances.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous risquez de vous montrer exigeant sur vos conditions de travail et sur la rémunération, soit ça passe, soit ça casse. Vous cherchez votre intérêt, peu importe, ce que l'on vous propose, ce sont vos avantages avant tout. Vous êtes un bon négociateur.

Aujourd'hui, les astres vous tirent leur chapeau ! Vous ne cédez pas facilement à la dépense, vous préférez anticiper certains frais et charges du quotidien au lieu de déboursier inutilement et futillement. Vous avez appris de vos erreurs.



Lion (22 juillet - 23 août)

Professionnellement la situation est complexe. Vous n'êtes pas dans l'ambiance travail, vous avez la tête ailleurs. Attention, cher natif, concernant votre attitude, vous pouvez subir des reproches. Un avertissement pourrait tomber.

Vous hésitez encore à faire un placement ou à mettre en place une transaction, ne cédez pas à la précipitation, vous avez le temps de vous décider. Pour éviter les erreurs, prenez conseil auprès d'un spécialiste de la finance, c'est plus rassurant.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les qualificatifs négatifs se regroupent dans votre comportement au bureau ! Vous paraissez irritable et épidermique, on ne peut rien vous dire, vous vous vexe pour des brouilles ! Gare à vos sautes d'humeur, essayez d'arrêter de tout dramatiser.

Tentez de vous montrer raisonnable, ce que vous peinez à faire aujourd'hui ! Quelques dépenses excessives peuvent vous surprendre, vous savez vous montrer généreux. Mais ne prenez pas de risques inutiles, c'est un peu ce que vous seriez tenté de faire !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, cela sera le calme plat. Aucun défi à relever et aucune contrariété à surmonter. Vous pourrez enfin souffler et retrouver des horaires ordinaires. Si vous cherchez un emploi, vous risquerez de trouver le temps long avant de signer un contrat.

Vous serez freiné dans un projet, faute de moyens financiers pour le réaliser. Pour différentes raisons et aussi parce qu'ils n'auront pas envie d'investir, vous ne pourrez pas compter sur les autres pour vous aider. Et votre banque ne vous suivra pas.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous faites preuve d'une belle concentration, aujourd'hui vous abattez une tonne de travail, vous n'avez besoin d'aucune aide, vous travaillez dur, car vous souhaitez obtenir de vrais résultats. Vous êtes bien parti pour réussir votre pari. Les finances se stabilisent, cher Scorpion, votre gestion est irréprochable. Les mouvements d'argent qui passent sur votre compte vous permettent de faire des bénéfices, ce qui arrange bien vos affaires. Vous êtes très satisfait du résultat.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vos efforts sont salués, professionnellement vous êtes dans une phase de réussite. Les astres favorisent et multiplient les contacts. Votre belle énergie vous aide dans vos projets. Vous ne manquez pas de vous appliquer. On vous récompense.

Une discussion pourrait s'engager autour d'une proposition financière intéressante. Si vous n'êtes pas sûr de vous ou de vos décisions, référez-vous à des personnes professionnelles. Prenez le temps d'y voir plus clair. Rien ne presse.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les relations au travail sont un peu perturbées. Votre énergie est toujours bien présente, aucun doute là dessus. Mais vous pourriez vous faire de fausses idées concernant vos collègues, et imaginer un scénario improbable, où vous auriez tout faux !

Les bonnes initiatives que vous auriez pu avoir ces derniers temps peuvent se trouver compromises. Vous risquez d'être contrarié, les choses ne se déroulant pas de la manière que vous aviez prévue. Essayez de relativiser, tout le monde fait des erreurs !



Verseau (20 janvier - 19 février)

La petite guerre entre Saturne et Uranus gênera vos actions. Moins libre de vos mouvements, vous souffrirez d'avoir sans cesse des comptes à rendre. Mars dans votre signe viendra à la rescousse en vous offrant des solutions sans devoir passer en force.

Vous déborderez d'imagination, avec l'envie de partir à la conquête de pistes jusque-là, inexplorées avec Mercure en Bélier. En attendant d'avoir l'opportunité de les concrétiser, vous aurez pour mission de stabiliser votre situation financière.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les astres vous apportent tout leur soutien, vous ne pouvez pas louper les opportunités qui se présentent à vous, sous prétexte que vous ne les avez pas vues. Vous souhaitez du changement, il arrive avec de vraies possibilités de réussite.

Vous touchez de l'argent prime ou héritage, l'argent rentre ! Inutile de vous dire que vous serez aussitôt tenté de dépenser, après tout l'argent c'est fait pour ça. N'oubliez pas, cher natif, vous avez des dépenses urgentes à honorer.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire
pour Oumar Marika
Que fera le tonitruant
homme politique ?



1012 **Malikilé**



De Montargis, Taï à la rencontre
de "Sira" à djou Anka Wuli Mali V"
"Au sud, les camps commencent à être démantelés"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul
Du renfort pour le front
Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA
Le Mali vers un bras de fer
ou un compromis ?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Chequeil Kokalla Maiga
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com